



DÉCLARATION DU SOMMET DES PEUPLES EN VUE DE LA COP30

Nous, participants au Sommet des peuples, réunis à Belém do Pará, en Amazonie brésilienne, du 12 au 16 novembre 2025, déclarons aux peuples du monde entier ce que nous avons accumulé au cours de plusieurs mois de préparation et de ces quelques jours passés ici, à travers des luttes, des débats, des études, des échanges d'expériences, des activités culturelles et des témoignages.

Notre processus a réuni plus de 70 000 personnes issues de mouvements locaux, nationaux et internationaux de peuples autochtones et traditionnels, de paysans, d'indigènes, de quilombolas, de pêcheurs, d'extractivistes, de pêcheurs de fruits de mer, de travailleurs urbains, de syndicalistes, de sans-abri, de casseuses de noix de coco babaçu, les peuples des terroirs, les femmes, la communauté LGBTQIAPN+, les jeunes, les personnes d'ascendance africaine, les personnes âgées, les peuples de la forêt, de la campagne, des périphéries, des mers, des rivières, des lacs et des mangroves. Nous avons pris la responsabilité de construire un monde juste et démocratique, où il fait bon vivre pour tous et toutes. Nous sommes l'unité dans la diversité.

La montée de l'extrême droite, du fascisme et des guerres à travers le monde exacerbe la crise climatique et l'exploitation de la nature et des peuples. Les pays du Nord, les multinationales et les classes dominantes sont les principaux responsables de ces crises. Nous saluons la résistance et sommes solidaires de tous les peuples qui sont cruellement attaqués et menacés par les forces de l'empire américain, Israël et ses alliés européens. Depuis plus de 80 ans, le peuple palestinien est victime d'un génocide perpétré par l'État sioniste d'Israël, qui a bombardé la bande de Gaza, déplacé de force des millions de personnes et tué des dizaines de milliers d'innocents, pour la plupart des enfants, des femmes et des personnes âgées. Nous condamnons totalement le génocide perpétré contre la Palestine. Nous exprimons notre soutien et notre solidarité au peuple qui résiste courageusement, ainsi qu'au mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS).

Dans le même temps, dans la mer des Caraïbes, les États-Unis intensifient leur présence impériale. Ils le font en développant des opérations conjointes, des accords et des bases militaires, en collusion avec l'extrême droite, sous prétexte de lutter contre le trafic de drogue et le terrorisme, comme avec l'opération « Lance du Sud » récemment annoncée. L'impérialisme continue de menacer la souveraineté des peuples, de criminaliser les mouvements sociaux et de légitimer des interventions qui ont historiquement servi les intérêts privés dans la région. Nous sommes solidaires de la résistance du Venezuela, de Cuba, d'Haïti, de l'Équateur, du Panama, de la Colombie, du Salvador, de la République démocratique du Congo, du Mozambique, du Nigeria, du Soudan, et des projets d'émancipation des peuples du Sahel, du Népal et du monde entier.

Il n'y a pas de vie sans nature. Il n'y a pas de vie sans éthique et sans travail de soins. C'est pourquoi le féminisme est au cœur de notre projet politique. Nous plaçons le travail de reproduction de la vie au centre, c'est ce qui nous différencie radicalement de ceux qui veulent préserver la logique et la dynamique d'un système économique qui privilégie le profit et l'accumulation privée de richesses.

Notre vision du monde est guidée par l'internationalisme populaire, avec des échanges de connaissances et de savoirs qui tissent des liens de solidarité, de lutte et de coopération entre nos peuples. Les véritables solutions sont renforcées par cet échange d'expériences, développé sur nos territoires et par de nombreuses mains. Nous nous engageons à stimuler, convoquer et renforcer ces constructions. C'est pourquoi nous saluons l'annonce de la création du Mouvement international des personnes touchées par les barrages, les crimes socio-environnementaux et la crise climatique.

Nous avons commencé notre Sommet des peuples en naviguant sur les fleuves de l'Amazonie qui, avec leurs eaux, nourrissent tout le corps. Comme le sang, ils soutiennent la vie et alimentent une mer de rencontres et d'espoirs. Nous reconnaissons également la présence des êtres enchantés et d'autres êtres fondamentaux dans la cosmovision des peuples autochtones et traditionnels, dont la force spirituelle guide les chemins, protège les territoires et inspire les luttes pour la vie, pour la mémoire et pour un monde où il fait bon vivre.

Après plus de deux ans de construction collective et la tenue du Sommet des peuples, nous affirmons :

- 1. Le mode de production capitaliste est la cause principale de la crise climatique croissante.** Les principaux problèmes environnementaux de notre époque sont la conséquence des relations de production, de circulation et d'élimination des marchandises, sous la logique et la domination du capital financier et des grandes entreprises capitalistes.
- 2. Les communautés périphériques sont les plus touchées par les événements climatiques extrêmes et le racisme environnemental.** Elles sont confrontées, d'une part, à l'absence de politiques d'infrastructure et d'adaptation. D'autre part, elles souffrent d'un manque d'actions en matière de justice et de réparation, en particulier pour les femmes, les jeunes, les personnes pauvres et les personnes non blanches.
- 3. Les entreprises transnationales, en complicité avec les gouvernements du Nord, sont au cœur du pouvoir du système capitaliste, raciste et patriarcal,** et sont les acteurs qui causent le plus et profitent le plus des multiples crises auxquelles nous sommes confrontés. Les industries minières, énergétiques, de l'armement, de l'agroalimentaire et les Big Techs sont les principales responsables de la catastrophe climatique que nous vivons.
- 4. Nous sommes opposés à toute fausse solution** à la crise climatique qui perpétuerait des pratiques néfastes, créerait des risques imprévisibles et détournerait l'attention des solutions transformatrices fondées sur la justice climatique et celle des peuples, dans tous les biomes et écosystèmes. Nous avertissons que le TFFF, en tant que programme financé, n'est pas une réponse adéquate. Tous les projets financiers doivent être soumis à des critères de transparence, d'accès démocratique, de participation et d'avantages réels pour les populations concernées.
- 5. L'échec du modèle actuel de multilatéralisme est évident.** Les crimes environnementaux et les événements climatiques extrêmes qui causent des morts et des destructions sont de plus en plus fréquents. Cela démontre l'échec des innombrables conférences et réunions mondiales qui ont promis de résoudre ces problèmes, mais qui n'ont jamais abordé leurs causes structurelles.
- 6. La transition énergétique est mise en œuvre selon la logique capitaliste.** Malgré l'expansion des sources renouvelables, les émissions de gaz à effet de serre n'ont pas diminué. L'expansion des sources de production d'énergie a également fini par constituer un nouveau domaine d'accumulation de capital.
- 7. Enfin, nous affirmons que la privatisation, la marchandisation et la financiarisation des biens communs et des services publics vont à l'encontre des intérêts populaires.** Dans ce contexte, les lois, les institutions étatiques et la grande majorité des gouvernements ont été capturés, modelés et subordonnés à la recherche du profit maximal par le capital financier et les entreprises transnationales. Des politiques publiques sont nécessaires pour faire progresser la récupération des États et faire face
les privatisations.

Face à ces défis, nous proposons :

- 1. La lutte contre les fausses solutions du marché.** L'air, les forêts, l'eau, la terre, les minéraux et les sources d'énergie ne peuvent rester propriété privée ni être appropriés, car ils sont des biens communs des peuples.
- 2. Nous exigeons la participation et le rôle central des peuples dans l'élaboration de solutions climatiques, en reconnaissant les savoirs ancestraux.** La multidiversité des cultures et des cosmovisions est porteuse d'une sagesse et de connaissances ancestrales que les États doivent reconnaître comme des références pour trouver des solutions aux multiples crises qui frappent l'humanité et Mère Nature.
- 3. Nous exigeons la délimitation et la protection des terres et des territoires des peuples autochtones et des autres peuples et communautés locales,** car ce sont eux qui garantissent la survie de la forêt. Nous exigeons des gouvernements le zéro déforestation, la fin des incendies criminels et des politiques publiques pour la restauration écologique et la récupération des zones dégradées et touchées par la crise climatique.
- 4. Nous revendiquons la mise en œuvre de la réforme agraire populaire et la promotion de l'agroécologie, afin de garantir la souveraineté alimentaire et de lutter contre la concentration foncière.** Les peuples produisent des aliments sains afin d'éliminer la faim dans le monde, sur la base de la coopération et de l'accès aux

techniques et technologies contrôlées par le peuple. C'est un exemple de véritable solution pour lutter contre la crise climatique.

5. **Nous exigeons la lutte contre le racisme environnemental et la construction de villes justes et de banlieues vivantes** grâce à la mise en œuvre de politiques et de solutions environnementales. Les programmes de logement, d'assainissement, d'accès et d'utilisation de l'eau, de traitement des déchets solides, de reboisement et d'accès à la terre et à la régularisation foncière doivent tenir compte de l'intégration avec la nature. Nous voulons que l'on investisse dans des politiques de transport public, collectif et de qualité, avec des tarifs zéro. Ce sont là des alternatives réelles pour faire face à la crise climatique dans les périphéries du monde entier, qui doivent être mises en œuvre avec le financement nécessaire à l'adaptation au changement climatique.
6. **Nous défendons la consultation directe, la participation et la gestion populaire des politiques climatiques dans les villes**, afin de lutter contre les entreprises du secteur immobilier qui ont progressé dans la marchandisation de la vie urbaine. La ville de la transition climatique et énergétique doit être une ville sans ségrégation et qui embrasse la diversité. Enfin, conditionner le financement climatique à des protocoles visant à garantir la permanence du logement et, en dernier ressort, une indemnisation équitable pour les personnes et les communautés, avec une garantie de terre et de logement, tant à la campagne que dans les villes.
7. **Nous exigeons la fin des guerres et la démilitarisation.** Que toutes les ressources financières destinées aux guerres et à l'industrie de l'armement soient réaffectées à la transformation de ce monde. Que les dépenses militaires soient consacrées à la réparation et à la reconstruction des régions touchées par les catastrophes climatiques. Que toutes les mesures nécessaires soient prises pour empêcher et faire pression sur Israël, en le tenant responsable du génocide commis contre le peuple palestinien.
8. **Nous exigeons une réparation juste et complète des pertes et des dommages infligés aux peuples** par les projets d'investissement destructeurs, les barrages, l'exploitation minière, l'extraction de combustibles fossiles et les catastrophes climatiques. Nous exigeons également que les coupables des crimes économiques et socio-environnementaux qui touchent des millions de communautés et de familles à travers le monde soient jugés et punis.
9. **Les tâches liées à la reproduction de la vie doivent être rendues visibles, valorisées, comprises pour ce qu'elles sont – du travail – et partagées par l'ensemble de la société et l'État.** Elles sont essentielles à la continuité de la vie humaine et non humaine sur la planète. Cela garantit également l'autonomie des femmes, qui ne peuvent être tenues individuellement responsables des soins, mais dont les contributions doivent être prises en compte : notre travail soutient l'économie. Nous voulons un monde où règnent la justice féministe, l'autonomie et la participation des femmes.
10. **Nous exigeons une transition juste, souveraine et populaire**, qui garantisse les droits de tous les travailleurs et travailleuses, ainsi que le droit à des conditions de travail dignes, à la liberté syndicale, à la négociation collective et à la protection sociale. Nous considérons l'énergie comme un bien commun et défendons la lutte contre la pauvreté et la dépendance énergétique. Ni le modèle énergétique, ni la transition elle-même ne peuvent violer la souveraineté d'aucun pays du monde.
11. **Nous exigeons la fin de l'exploitation des combustibles fossiles** et appelons les gouvernements à développer des mécanismes garantissant la non-prolifération des combustibles fossiles, en vue d'une transition énergétique juste, populaire et inclusive, avec souveraineté, protection et réparation des territoires. En particulier en Amazonie et dans d'autres régions sensibles et essentielles à la vie sur la planète.
12. **Nous luttons pour le financement public et la taxation des entreprises et des plus riches.** Les coûts de la dégradation environnementale et des pertes imposées aux populations doivent être pris en charge par les secteurs qui profitent le plus de ce modèle. Cela inclut les fonds financiers, les banques et les entreprises des secteurs de l'agroalimentaire, de l'hydroponie, de l'aquaculture et de la pêche industrielle, de l'énergie et de l'exploitation minière. Ces acteurs doivent également prendre en charge les investissements nécessaires à une transition juste et axée sur les besoins des populations.
13. **Nous exigeons que le financement international de la lutte contre le changement climatique ne passe pas par des institutions qui aggravent les inégalités entre le Nord et le Sud**, telles que le FMI et la Banque mondiale. Il doit être structuré de manière équitable, transparente et démocratique. Ce ne sont pas les peuples et les pays du Sud qui doivent continuer à payer les dettes des puissances dominantes. Ce sont ces pays et leurs entreprises qui doivent commencer à rembourser la dette socio-environnementale accumulée au cours de siècles de

pratiques impérialistes, colonialistes et racistes, par l'appropriation des biens communs et par la violence infligée à des millions de personnes tuées et réduites en esclavage.

14. **Nous dénonçons la criminalisation continue des mouvements, la persécution, l'assassinat et la disparition de nos dirigeants** qui luttent pour la défense de leurs territoires, ainsi que les prisonniers politiques et les prisonniers palestiniens qui luttent pour la libération nationale. Nous revendiquons le renforcement de la protection des défenseurs des droits humains et socio-environnementaux dans l'agenda climatique mondial, dans le cadre de l'accord d'Escazú et d'autres réglementations régionales. Lorsqu'un défenseur protège le territoire et la nature, il ne protège pas seulement un individu, mais tout un peuple et profite à l'ensemble de la communauté mondiale.
15. **Nous revendiquons le renforcement des instruments internationaux qui défendent les droits des peuples**, leurs droits coutumiers et l'intégrité des écosystèmes. Nous avons besoin d'un instrument international juridiquement contraignant en matière de droits humains et d'entreprises transnationales, qui soit construit à partir de la réalité concrète des luttes des communautés touchées par les violations commises, exigeant des droits pour les peuples et des règles pour les entreprises. Nous affirmons également que la Déclaration des droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) doit être l'un des piliers de la gouvernance climatique. La pleine mise en œuvre des droits des paysans ramène les populations sur leurs territoires, contribue directement à leur alimentation, à la préservation des sols et au refroidissement de la planète.

Enfin, nous considérons qu'il est temps d'unir nos forces et d'affronter l'ennemi commun. Si l'organisation est forte, la lutte est forte. C'est pourquoi notre principale tâche politique consiste à organiser les peuples de tous les pays et de tous les continents. Nous allons enraciner notre internationalisme dans chaque territoire et faire de chaque territoire une tranchée de la lutte internationale. Il est temps d'avancer de manière plus organisée, indépendante et unifiée, afin d'accroître notre conscience, notre force et notre combativité. C'est la voie à suivre pour résister et vaincre.

« Peuples du monde : unissez-vous ! »